



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

REUNION CONJOINTE

**Cent trente-septième session du Comité du Programme et
cent quatre-vingt-dix-huitième session du Comité financier**

Rome, 6 novembre 2023

**Mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau:
progrès accomplis et besoins**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Lifeng Li
Directeur de la Division des terres et des eaux
Tél.: +39 06570 52243
Courriel: lifeng.li@fao.org

RÉSUMÉ

- Le présent document fait le point sur les progrès obtenus dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau et sur les besoins qu'appelle sa mise en œuvre au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à la suite des recommandations formulées à la Réunion conjointe du Comité du Programme (134^e session) et du Comité financier (194^e session) et des décisions prises à la 171^e session du Conseil et à la 43^e session de la Conférence de la FAO.
- Au nombre des progrès accomplis figurent la mise en œuvre d'initiatives programmatiques sur la rareté de l'eau, la sécheresse et les inondations et la productivité de l'eau, entre autres exemples, ainsi que l'organisation de manifestations régionales et mondiales liées à l'eau ou la participation à de telles manifestations, qui comprenaient notamment le premier Dialogue de Rome sur l'eau, la 28^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), la 15^e session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15), le deuxième Forum international du Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture, l'atelier régional pour l'Afrique consacré aux feuilles de route nationales relatives à l'eau, la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 et l'organisation de trois tables rondes ministérielles de haut niveau lors de la 43^e session de la Conférence de la FAO.
- Si les priorités pour 2024-2025 restent en grande partie inchangées, le document recense un certain nombre de besoins à satisfaire pour accélérer et étendre la mise en œuvre des recommandations formulées par les organes directeurs, à savoir: renforcer les capacités techniques au siège de la FAO et dans les bureaux décentralisés (en particulier les bureaux régionaux et sous-régionaux), ainsi que les dotations en personnel et les capacités, et faire de l'eau une priorité pour la collaboration avec l'ensemble des partenaires fournisseurs de ressources, afin d'accroître la mobilisation de ressources extrabudgétaires, les partenariats et le soutien des entreprises à la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau.

INDICATIONS QUE LES PARTICIPANTS À LA RÉUNION CONJOINTE SONT INVITÉS À DONNER

- Le Comité est invité à prendre note des informations présentées dans ce document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

Projet d'avis

Les participants à la Réunion conjointe:

- **ont accueilli avec satisfaction les informations actualisées qui leur ont été communiquées, et pris acte des progrès qui ont été accomplis en matière de gestion intégrée des ressources en eau au travers du travail normatif de la FAO, de l'incorporation de la gestion intégrée des ressources en eau dans les domaines prioritaires du Programme (DPP) et de la participation et des interventions de l'Organisation au sein des instances mondiales;**
- **ont reconnu les besoins à satisfaire pour accélérer et étendre les interventions de la FAO dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau, du niveau mondial au niveau local, tels qu'ils sont recensés dans ce document;**
- **ont encouragé la FAO à faire de l'eau une priorité pour la collaboration avec l'ensemble des partenaires fournisseurs de ressources, afin d'accroître la mobilisation de ressources extrabudgétaires, les partenariats et le soutien des entreprises à la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau; et**
- **ont recommandé à la FAO de fournir aux organes directeurs des mises à jour sur les questions ayant trait à la gestion intégrée des ressources en eau au cours de l'exercice biennal 2024-2025, notamment sur les initiatives programmatiques, les ressources, les partenariats et la collaboration.**

I. Informations générales

1. Le document intitulé Gestion intégrée des ressources en eau au service de la sécurité alimentaire et de la résilience face au climat (CL 171/6) a été présenté et examiné lors de la Réunion conjointe du Comité du Programme (134^e session) et du Comité financier (194^e session).
2. Le présent document résume les progrès accomplis après la Réunion conjointe du Comité du Programme (134^e session) et du Comité financier (194^e session) et souligne les besoins à satisfaire pour poursuivre la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau au sein de la FAO, à la suite des décisions prises à la 171^e session du Conseil et à la 43^e session de la Conférence.

II. Informations actualisées concernant l'action menée par la FAO dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau dans les systèmes agroalimentaires

A. Incorporation systématique des enjeux liés à l'eau dans les domaines prioritaires du Programme (DPP) et le travail normatif de la FAO

3. À la suite des recommandations formulées par le Comité du Programme à sa 133^e session et de la réponse de la direction à l'Évaluation de la contribution de la FAO à l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable (ODD 6)¹, un projet de cadre conceptuel sur la gestion intégrée des ressources en terres et en eau a été mis au point en consultation avec les divisions techniques et bureaux décentralisés de la FAO ainsi qu'avec des experts extérieurs. Ce cadre conceptuel est présenté au Comité du Programme, à sa 137^e session, en vue d'obtenir ses indications (voir document PC 137/6). Une fois établi dans sa version définitive, il permettra d'incorporer la gestion intégrée des ressources en eau de manière systématique dans l'ensemble des DPP concernés.
4. **AWSAMe**: les premières activités du domaine d'impact à valeur ajoutée concernant la lutte contre la pénurie d'eau pour l'agriculture et l'environnement (AWSAMe) ont commencé. On procède ainsi actuellement à la formulation de quatre propositions de projets mondiaux qui ont pour objet de promouvoir des cultures autochtones, nutritives et résistantes à la sécheresse qui permettent de faire face aux problèmes de rareté de l'eau. En outre, une collaboration a été établie avec la Plateforme interrégionale sur la pénurie d'eau (iRTP-WS) pour élaborer des produits du savoir destinés à combler les lacunes recensées. L'équipe chargée de la lutte contre la pénurie d'eau pour l'agriculture et l'environnement collaborera également avec des partenaires extérieurs pour mettre au point des propositions de projets axées sur les priorités convenues.
5. **AQUASTAT**: la nouvelle plateforme de diffusion AQUASTAT² est désormais disponible, ce qui signifie que les données pourront être téléchargées plus rapidement et de façon plus réactive, à l'aide d'une interface plus conviviale. Les rapports établis par la FAO en tant qu'organisme garant pour l'indicateur d'ODD 6.4.1 (variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau) et l'indicateur d'ODD 6.4.2 (niveau de stress hydrique) ont été utilisés pour préparer le nouveau rapport d'étape et le rapport de synthèse d'ONU-Eau sur l'ODD 6³, lancés en juillet 2023 à l'occasion du Forum politique de haut niveau. AQUASTAT a également développé sa plateforme géospatiale AQUAMAPS⁴ pour y inclure des données géospatiales désagrégées qui complètent les données statistiques.
6. **SoLaWiSe**: la première phase de l'initiative de système d'information sur les sols, les terres et l'eau (SoLaWiSe) a été lancée avec le soutien financier du Mécanisme multidonateurs flexible (FMM) de la FAO, qui a mis à sa disposition 500 000 USD pour 2023. Pour cette phase initiale

¹ <https://www.fao.org/3/nk446fr/nk446fr.pdf>

² <https://data.apps.fao.org/aquastat/>

³ <https://unstats.un.org/sdgs/report/2023/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2023.pdf> et https://www.unwater.org/sites/default/files/2023-08/UN-Water_SDG6_SynthesisReport_2023.pdf

⁴ <https://data.apps.fao.org/aquamaps/?lang=fr>

d'élaboration du cadre méthodologique et des outils connexes, quatre pays ont été sélectionnés, dans quatre régions: le Mozambique pour l'Afrique subsaharienne (RAF), le Pakistan pour l'Asie et le Pacifique (RAP), la Colombie pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RLC) et la Tunisie pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (RNE). Une évaluation des besoins en capacités a été lancée dans ces pays, et sur la base de ses résultats, des programmes de renforcement des capacités seront mis en place pour les parties prenantes cibles.

7. **WaPOR:** d'importants préparatifs ont été lancés pour étendre le «Portail de données en libre accès sur la productivité de l'eau» WaPOR (Water Productivity through Open access of Remotely sensed derived data), qui disposera d'une couverture mondiale et sera doté d'une nouvelle version des couches de données (version 3) d'ici à la fin de 2023. Dans le contexte de cette expansion mondiale, les activités de projet ont démarré en Asie (Pakistan) et en Amérique latine (Colombie), et des ateliers de lancement sont prévus à l'automne 2023.

8. **Gestion des inondations:** pour rendre compte des effets dévastateurs des inondations sur l'agriculture et les communautés rurales et des avantages potentiels de la gestion des inondations et des eaux de crue pour l'aquaculture, l'agriculture et le développement rural, un rapport technique a été préparé sur le thème de la gestion intégrée des inondations à l'appui de systèmes agroalimentaires résilients et du développement rural, pour publication d'ici la fin de l'année. Tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de solution «universelle», le rapport propose huit recommandations qui ont été intégrées dans le document de la Conférence de la FAO portant la cote C 2023/2⁵ et examinées à la 43^e session de la conférence.

9. **Évaluation de l'irrigation et cartographie des possibilités d'irrigation:** la FAO appelle vivement de ses vœux le passage de l'agriculture au numérique, encourageant le développement et l'application d'outils et d'approches innovants depuis le stade de l'exploitation agricole jusqu'au système dans son ensemble. Des travaux sont en cours pour développer des outils d'évaluation et de surveillance numériques – l'outil PRISM qui recense les systèmes d'irrigation nécessitant d'être modernisés et remis en état, et la procédure d'évaluation rapide à distance (RE-RAP) qui évalue les dommages dans les réseaux de canaux d'irrigation à partir d'analyses semi-automatiques d'images. Deux applications bureautiques ont été mises au point à des fins d'amélioration de la surveillance: la procédure d'évaluation rapide (RAP), utilisée pour effectuer des diagnostics de la performance des ressources en eau, de la gestion institutionnelle et des services d'irrigation (matériel et logiciel) dans les systèmes d'irrigation sous pression⁶; et le cadre de gestion des actifs (AMF), utilisé à des fins de gestion des actifs en fonction de leur état, qui englobe une évaluation de l'inventaire, de l'état et de la criticité et une analyse des coûts sur le cycle de vie (application pays, qui pourrait donner lieu à une transposition à plus grande échelle).

10. Quant à la cartographie des possibilités d'irrigation, son objectif est d'aider les pays à mobiliser des ressources suffisantes pour développer l'irrigation et mener une stratégie d'irrigation prudente, étayée par un plan d'action dûment justifié et correctement préparé et ciblé. À terme, l'initiative conduira à la création d'une plateforme numérique mondiale dotée d'un outil d'aide à la décision multicritères, capable de livrer des analyses sur les besoins et les possibilités de chaque pays en matière d'irrigation. Ce sont les pays qui piloteront ce processus en fonction de leurs besoins et de leur potentiel, de façon à offrir la souplesse nécessaire pour intégrer les spécificités nationales dans un système durable et en phase avec leurs trajectoires en matière de climat et de sécurité alimentaire.

11. **Productivité de l'eau utilisée pour les cultures:** deux solutions numériques ont été développées et améliorées : la première, AquaCrop, simule la réponse du rendement des cultures à l'eau et détermine les pratiques agricoles et d'irrigation les mieux à même d'atténuer les incidences. Régulièrement mise à jour, elle est maintenant disponible dans une nouvelle version, V7.0, dont le code source est ouvert et a été déposé sur GitHub pour permettre l'accès à ses versions actuelle et futures⁷; la seconde application, Blue House-Leb, facilite la programmation de l'irrigation dans les

⁵ <https://www.fao.org/3/nm092fr/nm092fr.pdf>

⁶ <https://www.fao.org/land-water/databases-and-software/rap/en/>

⁷ <https://www.fao.org/aquacrop/fr/>

serres, en tenant compte de l'état des infrastructures et des spécificités des cultures (application pays, qui pourrait donner lieu à une transposition à plus grande échelle).

12. **Gestion des sécheresses:** la gestion intégrée des sécheresses est pratiquée aux niveaux mondial et national. Au niveau mondial, un ensemble d'activités a été mené pour permettre aux pays de mettre en œuvre des plans nationaux de gestion des sécheresses conformes aux principes de la gestion intégrée des sécheresses, en partenariat avec les parties prenantes mondiales concernées par ce phénomène. Dans ce contexte, les plans approuvés ont fait l'objet d'une analyse multicritères qui visait à inventorier leurs lacunes sur les plans politique et technique et les obstacles à leur mise en œuvre, ainsi qu'à formuler des orientations générales pour améliorer les plans existants et faciliter leur intégration dans les politiques nationales pertinentes. Il est en outre prévu d'organiser une série d'ateliers régionaux en Afrique, en Amérique centrale et Caraïbes, en Europe et en Asie, afin d'accroître la capacité des pays à mettre correctement en œuvre les plans nationaux de gestion des sécheresses, de renforcer les mécanismes institutionnels et l'adoption d'approches fondées sur l'équité femmes-hommes, et de consigner les meilleures pratiques des pays dans une optique de co-apprentissage. Les résultats de ces ateliers serviront de base à l'élaboration d'activités à l'échelon des pays, qui seront planifiées et exécutées en concertation avec les parties prenantes nationales.

13. L'amélioration des méthodes d'évaluation de la vulnérabilité aux sécheresses et de leur impact est de nature à renforcer l'état de préparation des pays. Des travaux sont en cours pour établir une cartographie des méthodologies d'évaluation de la vulnérabilité aux sécheresses et un manuel des profils de risque de sécheresse, et des études de cas sont élaborées en collaboration avec les ressources nationales, afin de présenter les meilleures pratiques des pays en matière d'évaluation de la vulnérabilité. Une application web est également en cours de développement: la plateforme d'évaluation de la vulnérabilité aux sécheresses et de leur impact (D-VIAP), qui vise à faciliter l'évaluation quantitative des risques de sécheresse et de l'impact des sécheresses.

14. **Outil de suivi des financements dédiés à la lutte contre la sécheresse:** Pour faire prendre mieux conscience de la nécessité d'intensifier les efforts financiers, la FAO a placé l'accent sur le financement de la lutte contre la sécheresse et développé dans ce contexte un outil numérique, le «Drought Finance Tracker»⁸, qui fournit des statistiques et des analyses sur les financements liés à la sécheresse. Cet outil a été lancé lors d'une manifestation organisée en marge de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023. Par ailleurs, un rapport sur l'économie de la sécheresse est en cours de préparation.

15. La FAO est en train de développer un **portail sur la sécheresse**⁹. Conçu comme une plateforme mondiale de partage des connaissances, il favorisera la transition d'une approche fondée sur des interventions de réaction aux crises vers des mesures proactives axées sur les risques et conformes aux principes de la gestion intégrée des sécheresses, à l'appui d'une agriculture résiliente et d'une meilleure sécurité alimentaire. Le portail regroupe la base de données des projets de gestion intégrée des sécheresses de la FAO et les connaissances utiles pour concrétiser les politiques en actions, en droite ligne de l'appel à enrayer la dégradation des terres et à renforcer la résilience aux sécheresses, lancé lors de la 15^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

16. **AQUALEX:** le plus vaste recueil en ligne de textes de loi et de documents d'orientation nationaux et internationaux relatifs à l'eau douce¹⁰ offre un accès libre et gratuit à ces documents (environ 22 000 à ce jour), qui sont tous indexés et disponibles dans leur version intégrale traduite ou en langue originale. En outre, AQUALEX propose une sélection de rapports d'expertise juridique sur les eaux nationales et transfrontières et plusieurs fonctions de recherche avancée. Il couvre l'ensemble des problématiques liées à l'eau douce, y compris, mais sans s'y limiter, la gouvernance, l'approvisionnement en eau, l'utilisation de l'eau dans l'agriculture et l'aquaculture, l'eau et l'environnement, ainsi que le changement climatique.

⁸ <https://www.fao.org/in-action/drought-portal/drought-finance-tracker/en>

⁹ <https://www.fao.org/in-action/drought-portal/en>

¹⁰ <https://aqualex.fao.org/>

B. Actions relatives à l'eau menées par la FAO dans les dialogues et mécanismes mondiaux

17. **Dialogue de Rome sur l'eau:** le premier Dialogue de Rome sur l'eau a eu lieu le 29 novembre 2022. La séance d'ouverture a rassemblé plus de 700 participants en ligne et plus de 80 participants sur place, dans la Salle Plénière de la FAO. La manifestation a été l'occasion de diffuser des connaissances pour faire mieux comprendre la contribution importante de l'eau à la réalisation de tous les objectifs de développement durable (ODD) dans les trois dimensions du développement durable. Plusieurs pays ont présenté les stratégies et mesures qu'ils ont mises en place à l'échelle nationale dans le domaine de l'eau. Les participants ont souligné l'importance de la Conférence des Nations Unies sur l'eau prévue en mars 2023, rappelant qu'il s'agirait de la première conférence des Nations Unies consacrée à ce sujet en près de 50 ans, ce qui en ferait un «moment charnière». L'initiative des feuilles de route nationales relatives à l'eau proposée par la FAO a été présentée et a recueilli l'approbation des Membres qui étaient présents.

18. Fort des résultats positifs de ce premier Dialogue de Rome sur l'eau, le Directeur général a fait la promotion de l'événement lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 et invité les délégués concernés à prendre part au Dialogue annuel de Rome sur l'eau. C'est ainsi que la FAO a organisé la deuxième édition du Dialogue de Rome sur l'eau à son siège, à Rome (Italie), les 4-5 octobre 2023¹¹, cette date ayant été choisie pour coïncider avec le «Colloque international sur les sols et l'eau»¹² tenu les 2-5 octobre 2023 et faciliter ainsi les échanges techniques entre les participants sur ces deux thèmes liés entre eux.

19. **WASAG:** en collaboration avec le Gouvernement du Cabo Verde et avec l'appui de l'Office fédéral suisse de l'agriculture, le Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture (WASAG) a organisé son deuxième Forum international à Praia (Cabo Verde) du 2 au 7 février 2023, réunissant à cette occasion 300 délégués en personne et 1 500 participants en ligne venant de 80 pays. Le forum a adopté l'[Appel à l'action de Praia](#), qui invitait tous les pays membres à rejoindre le WASAG à la suite du Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA), nouveau membre du partenariat. Il y a par ailleurs été annoncé que la première Assemblée générale du WASAG se tiendrait les 29 et 30 avril 2024 à Rome, et qu'elle aurait pour premier Président le Premier Ministre du Cabo Verde. Des préparatifs sont en cours pour mettre à jour la structure de gouvernance du WASAG et élaborer un nouveau modèle d'activité tenant compte des résultats du Forum international de Praia.

20. Le WASAG a également collaboré avec le Ministère de l'agriculture du Royaume des Pays-Bas et d'autres partenaires sur le dossier de l'agriculture en sol salin, notamment lors de la COP26 et de la COP27.

21. **Feuilles de route nationales relatives à l'eau:** la FAO a organisé le premier atelier régional sur les feuilles de route nationales relatives à l'eau pour la région Afrique à Harare (Zimbabwe), du 22 au 24 février 2023. Des délégations de 34 pays africains, comptant plus de 350 personnes, ont pris part à la manifestation, qui était consacrée au rôle de l'eau au service du développement durable. La réunion a offert à tous les acteurs, notamment aux États, aux organisations internationales, à la société civile, au secteur privé et au milieu universitaire, un cadre leur permettant d'échanger et d'élaborer des feuilles de route nationales relatives à l'eau propres à chaque pays, en tenant compte des perspectives régionales et nationales. Le Programme conjoint FAO-Chine de coopération Sud-Sud mettra 1,5 million d'USD à disposition de cette initiative volontaire et fournira une aide technique et financière à l'appui des efforts déployés par huit pays en développement pour reconnaître la valeur sociale, économique et environnementale de l'eau, dans le contexte de la coordination et des dialogues au niveau national.

22. **Dialogue mondial sur les régimes fonciers de l'eau:** à sa 28^e session, le Comité de l'agriculture de la FAO a recommandé à la FAO d'engager un Dialogue mondial sur les régimes fonciers de l'eau en collaboration étroite avec les organismes concernés des Nations Unies. En

¹¹ <https://www.fao.org/land-water/news-archive/news-detail/fr/c/1648809/>

¹² <https://www.fao.org/events/detail/symposium-soils-and-water/fr>

réponse à cette recommandation, la FAO a organisé une réunion d'experts à son siège les 8 et 9 novembre 2022 pour réfléchir à un projet de plan. Celui-ci a été présenté durant le premier atelier régional pour l'Afrique sur les feuilles de route nationales relatives à l'eau et lors d'une manifestation organisée en marge de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, en collaboration avec le Groupe de travail d'ONU-Eau sur l'engagement au niveau des pays. La FAO a mobilisé des ressources extrabudgétaires pour mener des évaluations et des dialogues sur les régimes fonciers de l'eau dans trois pays, et deux autres sont prévus au cours de la période 2023-2025.

23. **Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023:** la Conférence des Nations Unies sur l'eau tenue du 22 au 24 mars 2023 s'est penchée sur un large éventail de thèmes liés à l'eau, mettant en évidence les liens qui existent entre l'eau et l'ensemble des objectifs et des dimensions du développement durable. Outre les six réunions plénières, la conférence a accueilli cinq débats interactifs multipartites. La FAO a participé à deux d'entre eux. En tant qu'organisme co-chef de file avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, la FAO a apporté un appui technique pour le dialogue interactif no 2, qui avait pour thème «L'eau au service du développement durable: valorisation de l'eau, nexus eau-énergie-alimentation et développement économique et urbain durable». Le Directeur général de la FAO a animé le dialogue interactif no 5 sur le thème «L'accélération de la concrétisation des objectifs de la Décennie d'action sur l'eau, notamment grâce au plan d'action du Secrétaire général de l'ONU».

24. La FAO a codirigé sept manifestations parallèles et participé à plus de 35 manifestations parallèles et trois manifestations spéciales. Ces manifestations lui ont permis de présenter plusieurs initiatives de l'Organisation liées à l'eau, telles que les feuilles de route nationales relatives à l'eau, l'Appel à l'action de Praia ou encore la triple problématique sécheresse-fragilité-financements. Par ailleurs, c'est au cours de cette conférence qu'a été lancé le Dialogue mondial sur les régimes fonciers de l'eau. La FAO a conclu la manifestation de trois jours en prenant la parole lors de la séance plénière de clôture, qui se tenait dans la salle de l'Assemblée générale. Dans son intervention, l'Organisation a exposé les huit engagements¹³ qu'elle avait pris en faveur du Programme d'action mondial pour l'eau.

25. **Eaux souterraines:** le 7 décembre 2022, la FAO a organisé, dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les eaux souterraines au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris (France), la séance plénière portant sur le financement, thème qui figurait parmi les cinq accélérateurs de l'ODD 6 examinés lors de cette manifestation qui faisait fond sur l'édition 2022 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau¹⁴ consacrée aux eaux souterraines. Des solutions de financement innovantes destinées à remédier aux problèmes liés aux eaux souterraines ont été présentées, en prélude à leur diffusion plus large lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, du Sommet sur les ODD (septembre 2023) et du Sommet de l'avenir (septembre 2024). Dans le [message](#)¹⁵ conjoint d'ONU-Eau (en anglais) émis à la fin du Sommet sur les eaux souterraines, les États membres ont été invités à déclarer des engagements volontaires concernant les eaux souterraines au titre du Programme d'action pour l'eau de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023.

26. **Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes:** lors de la 15^e session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15), la FAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en tant qu'organismes chefs de file des Nations Unies, ont annoncé conjointement les dix premières initiatives phares de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, deux d'entre elles ayant un volet important consacré à l'eau douce: l'initiative Shan-Shui en Chine et l'initiative Namami Gange en Inde. Le

¹³ 1) les feuilles de route nationales relatives à l'eau aux fins de la concrétisation du Programme 2030; 2) le Dialogue mondial sur les régimes fonciers de l'eau; 3) le financement de la gestion intégrée des sécheresses; 4) la cartographie des besoins et des possibilités d'irrigation dans le monde; 5) le portail mondial de données sur l'eau; 6) le recours aux technologies de télédétection aux fins du suivi de la productivité de l'eau; 7) le Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture (WASAG) et l'Appel à l'action de Praia; et 8) AquaLex.

¹⁴ <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380721>

¹⁵ <https://www.unwater.org/sites/default/files/2022-12/UN-Water%20Joint%20message%20on%20GW.pdf>

9 janvier 2023, la FAO a participé à la Conférence internationale pour un Pakistan résilient face au climat, accueillie conjointement par le Gouvernement du Pakistan et l'Organisation des Nations Unies, et a réaffirmé son engagement dans le cadre des efforts de relèvement et de reconstruction après les inondations et son appui à l'initiative «Living Indus» axée sur la restauration du bassin de l'Indus.

27. **Conférence de la FAO:** lors de la 43^e session de sa Conférence, qui s'est tenue en juillet 2023 à son siège, la FAO a organisé trois tables rondes ministérielles de haut niveau, consacrées respectivement à la rareté de l'eau¹⁶, à la gestion intégrée du risque d'inondation¹⁷, et aux infrastructures hydriques¹⁸. Ces tables rondes ont donné aux participants l'occasion de se faire une idée commune des thèmes examinés et leurs répercussions sur les systèmes agroalimentaires, d'échanger sur les enseignements tirés de l'expérience, les stratégies et les solutions à leurs problèmes respectifs, et de réfléchir aux travaux que la FAO pourrait ou devrait mener sur la gestion intégrée des ressources en eau à l'appui de systèmes agroalimentaires résilients.

28. La table ronde sur la rareté de l'eau a souligné l'urgence qu'il y a pour les pays et d'autres partenaires d'engager des initiatives collaboratives pour remédier aux pénuries d'eau qui touchent l'agriculture, et insisté sur la nécessité d'investir dans les nouvelles technologies et les pratiques innovantes, ainsi que dans le renforcement des capacités. À cet égard, le rôle de la gestion intégrée des ressources en eau a été souligné, et un accent particulier a été mis sur la qualité de la gouvernance, la cohérence des politiques et le cadre institutionnel, la collaboration intersectorielle aux échelons local, national et régional, la tarification de l'eau et le suivi – de la qualité de l'eau notamment. Les pays ont également confirmé le rôle des partenariats, et plus spécifiquement du Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture (WASAG).

29. Au cours de la table ronde sur la gestion intégrée du risque d'inondation, les participants ont examiné les approches adoptées par différents pays en matière de prévention et contrôle des inondations et de relèvement après des inondations, et mis en commun leurs pratiques optimales, leurs solutions et les leçons qu'ils ont tirées en ce qui a trait à la gestion du risque d'inondation. Les pays ont fait valoir que les inondations sont devenues un phénomène courant dans de nombreuses régions et qu'il n'existe pas de solution «universelle» pour gérer ce phénomène. Ils ont souligné en particulier la nécessité d'investir davantage dans les systèmes d'alerte précoce, dans une planification adéquate de l'utilisation des terres qui permette de réduire au minimum les dommages causés par les inondations, et dans des systèmes d'assurance favorisant la prévention des inondations.

30. Lors de la table ronde sur les infrastructures hydriques, les participants ont souligné qu'il était important d'investir dans des infrastructures hydriques efficaces, résilientes, équitables et durables telles que des ouvrages de stockage de l'eau et des stations d'épuration, et marqué la nécessité d'accroître les investissements financiers et de renforcer les partenariats dans ce domaine. Ils ont commenté les défis que constituent l'augmentation de la demande, le changement climatique, la détérioration de la qualité de l'eau et le vieillissement des infrastructures, et examiné les réponses de la FAO à ces problèmes. Les solutions proposées consistent notamment à insister sur l'importance des investissements dans les infrastructures hydriques, à aider les gouvernements à mobiliser des ressources et à planifier leurs interventions, à améliorer la viabilité financière, à promouvoir de nouvelles sources de financement et à investir dans des solutions de gestion de l'eau innovantes et fondées sur les écosystèmes.

31. Les trois tables rondes ont souligné combien il était important d'associer les jeunes, les populations autochtones et les femmes aux processus décisionnels, de donner aux agriculteurs les moyens de leur autonomie, d'adopter des approches interconnectées et durables, de garantir un accès

¹⁶ https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/Conference_2023/C43_Roundtables/Concept_Note-Roundtable_on_Water_Scarcity_-_2-7-2023.pdf

¹⁷ https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/Conference_2023/C43_Roundtables/Integrated_Flood_Risk_Management/Roundtable_on_Integrated_Flood_Risk_Management_en.pdf

¹⁸ https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/Conference_2023/C43_Roundtables/Water_Infrastructure/Roundtable_Water_Infrastructure_fr.pdf

équitable à l'eau et d'appliquer des méthodes de budgétisation qui tiennent compte de la dimension du genre.

III. Perspectives: besoins futurs concernant la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau à la FAO

32. L'ensemble des progrès accomplis montre que la FAO est idéalement placée pour promouvoir une gestion intégrée des ressources en eau et déployer à plus grande échelle des interventions qui permettent de lier les questions relatives à l'eau à celles touchant au changement climatique, à la gestion des forêts, à la restauration des écosystèmes, à la biodiversité, à la gestion des sols et des terres, à la nutrition, à la résistance aux antimicrobiens, à la sécurité sanitaire des aliments et à l'initiative «Une eau, une santé» afin de produire des bienfaits complémentaires et de réduire les risques.

33. Mettant à profit l'expertise de la FAO, son expérience nourrie et ses travaux exhaustifs dans le domaine de l'eau, et suivant les orientations communiquées lors de la 28^e session du Comité de l'agriculture, de la Réunion conjointe du Comité du Programme (134^e session) et du Comité financier (194^e session), de la 171^e session du Conseil et de la 43^e session de la Conférence de la FAO, une série d'initiatives programmatiques, répertoriées dans le document *La gestion des ressources en eau à l'appui des quatre améliorations – production, nutrition, environnement et conditions de vie – pour concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable* (C 2023/30)¹⁹, sera mise en œuvre en partenariat avec les Membres pour faire avancer la gestion intégrée des ressources en eau dans les systèmes agroalimentaires, et contribuer ainsi aux quatre améliorations sur lesquelles repose le Cadre stratégique de la FAO pour 2022-2031.

34. À cet égard, les priorités pour 2024 sont les suivantes:

- a) assurer, sur demande, un appui à l'élaboration de feuilles de route nationales relatives à l'eau par le biais de dialogues et de processus participatifs menés par les pays, dans le cadre d'ateliers régionaux;
- b) offrir aux Membres un appui qui les aide à engager et à diriger activement, lorsqu'il y a lieu, les processus techniques et politiques du Dialogue mondial sur les régimes fonciers de l'eau, pour une gouvernance de l'eau efficace et inclusive;
- c) accompagner les Membres dans la prise de décisions concernant la planification du développement de l'irrigation à l'aide de l'outil PRISM d'établissement des priorités, et exécuter dans certains pays un projet pilote pour la cartographie des besoins et des possibilités en matière d'irrigation dans le monde;
- d) étendre la portée de WaPOR pour parvenir à une couverture mondiale et renforcer le portail de données et d'informations WaPOR;
- e) encourager la FAO à poursuivre ses activités sur les inondations, par exemple en diffusant le rapport technique sur la gestion intégrée du risque d'inondation et en entamant l'évaluation mondiale des incidences des inondations sur l'agriculture et le développement rural;
- f) poursuivre la mise en œuvre de SoLaWise et de AWSAMe, et incorporer la gestion intégrée des ressources en eau de manière systématique dans les DPP concernés;
- g) organiser la première Assemblée plénière du WASAG en avril 2024 et l'édition 2024 du Dialogue de Rome sur l'eau;
- h) offrir aux membres, s'ils le souhaitent, un appui pour les aider à améliorer la cohérence des activités liées à l'eau entre l'agriculture et les autres secteurs au moyen d'une gestion intégrée des ressources en eau; et
- i) épauler les conférences régionales, le Conseil et les autres organes directeurs de la FAO dans les délibérations et les prises de décisions concernant les questions liées à l'eau.

¹⁹ <https://www.fao.org/3/nm123fr/nm123fr.pdf>

35. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'ensemble des initiatives programmatiques répertoriées dans le document portant la cote C 2023/30, les participants à la Réunion conjointe sont invités à prendre note des besoins essentiels suivants, qui seront des facteurs d'accélération et de succès:

- a) continuer d'investir dans le renforcement des capacités techniques au siège de la FAO et dans les bureaux décentralisés, en particulier dans les bureaux régionaux et sous-régionaux;
- b) poursuivre les efforts de mobilisation de ressources, en particulier en faisant de l'eau une priorité dans le cadre de la collaboration avec l'ensemble des partenaires fournisseurs de ressources; et
- c) communiquer régulièrement aux organes directeurs des rapports sur les questions liées à l'eau au cours de l'exercice biennal 2024-2025.